



## Déclaration préliminaire au CSA Isère du 17 juin 2024

*Grenoble, le 17/06/2024*

**Madame la présidente,**

### **A la PJJ et partout en France, pour un Front Populaire, Pour un gouvernement progressiste et Contre l'extrême droite !**

Ce CSA est convoqué dans un contexte de probable prise de pouvoir de l'extrême droite. Il est également marqué par la décision de la dissolution de l'Assemblée Nationale. C'est une crise majeure qui oblige les forces progressistes à devoir construire une alternative à des politiques violentes et xénophobes qui prônent la préférence nationale. Les élections européennes du 9 juin sont un double séisme politique qui oblige le monde du travail, les organisations syndicales et les citoyen.nes à refonder d'urgence et de façon durable une nouvelle unité.

Avec au niveau national un score de 37,5% (RN 32,4% et Reconquête 5,1%) pour l'extrême droite, c'est le plus haut score fascisant sous la V<sup>e</sup> République. C'est un moment charnière au niveau national comme européen.

Nous portons une analyse critique de l'action des gouvernements macronistes qui n'ont eu de cesse d'entretenir une porosité avec les idées d'extrême droite, menant un projet de loi immigration, ciblant l'ensemble des minorités désignées responsables, plutôt que de remettre en cause l'inégale répartition des richesses. Cette alliance implicite pour préserver les intérêts d'une fraction de la population se traduit aujourd'hui par un renforcement des forces réactionnaires et une destruction des collectifs de lutte.

Les conséquences seraient encore décuplées si lors de la prochaine étape électorale nationale, le 30 juin prochain, s'installait à la tête de l'Assemblée nationale l'extrême droite avec un gouvernement.

La Protection Judiciaire de la Jeunesse n'est pas en reste des politiques antisociales, les mesures Attal/Moretti témoignent d'un programme d'instrumentalisation de la justice des enfants qui tend à faire croire à un « péril jeune » sur le versant pénal, pour ne pas répondre à la crise majeure que rencontre la protection de l'enfance au civil, proposant des mesures irréalistes et obsolètes (La comparution à 16 ans, internat de nuit, placement de 15 jours). Ces déclarations oublient que ce sont les mêmes jeunes qui traversent des parcours chaotiques au civil avant d'être pris en charge dans le

cadre pénal. Depuis plus de 20 ans, la justice des mineur.e.s s'est durcie et n'a eu de cesse de tendre vers le répressif. Il est à noter que la plupart des études statistiques ne montrent pas une aggravation de la délinquance des mineurs, bien au contraire. Il est plus que temps aujourd'hui de faire le constat de l'inefficacité de ces politiques et revenir à une justice des mineurs, qui les place au cœur de nos préoccupations.

Avec une extrême droite aux portes du pouvoir, la question se pose concernant la posture qu'adoptera l'administration pour défendre une justice des enfants spécialisée et éducative. Concernant la justice des mineur.e.s et la protection de l'enfance; nous voulons défendre un projet qui soit protecteur et émancipateur pour toute la jeunesse de ce pays. La stigmatisation des jeunes des quartiers populaires, l'enfermement des enfants et le tri social portés par le choc des savoirs sont autant de mesures qui condamnent notre jeunesse à une impasse. Nous voulons un autre projet éducatif pour l'avenir de ce pays !

Ce week-end c'est 640 000 personnes qui défilaient contre l'extrême droite dans les rues Françaises, dont 9 000 personnes en Isère.

Dès le 10 juin, nous appelions, en intersyndicale, à la mobilisation de toutes et tous. En ce sens, et pour construire les conditions d'un monde du travail et une société fondée sur la justice sociale et écologique, mettant en œuvre le partage des richesses, l'accueil et la paix, le SNPES-PJJ/FSU et la CFDT appellent à se mobiliser : avec l'intersyndicale, avec les collectifs, les associations et les partis politiques. Il est d'une urgence absolue de créer, sur ces bases, les conditions d'une lutte renforcée contre les idées de l'extrême droite et le risque de son accession imminente au pouvoir.

**Nous appelons de nos vœux à un Front Populaire sociale, écologique pour un gouvernement progressiste**

**A la PJJ, nous sommes tous et toutes citoyen.ne.s, nous exhortons chacun.e.s à aller voter les 30 juin et 7 juillet prochains.**

**C'est pour ces raisons que nous boycottons ce jour cette instance de dialogue, portant par-là l'inquiétude des agents de la PJJ.**